A vendre : citoyenneté européenne

18/03/2014 à 19h23

En échange de 180 000 euros, des migrants extra-européens peuvent acheter un passeport bulgare. Ainsi, ils peuvent s'installer n'importe où en Europe, s'inquiète *The Daily Telegraph* à la suite d'une enquête menée discrètement par ses journalistes.



A la suite d'une opération menée en Bulgarie par des journalistes qui se sont fait passer pour les représentants d'un homme d'affaires indien, le quotidien révèle que des migrants extraeuropéens peuvent acheter un passeport bulgare sans être obligés de vivre ou de travailler en Bulgarie. Le prix : 150 000 livres, l'équivalent de 180 000 euros.

Le journal explique la procédure : la personne intéressée emprunte 425 000 livres (508 000 euros) à une banque bulgare et paie tout de suite des intérêts de l'ordre de 150 000 livres, le 'prix' de l'obtention de la nationalité bulgare qu'elle obtiendra au bout de cinq ans. "Il semblerait que des centaines de personnes étrangères aient déjà demandé la citoyenneté de l'UE de cette manière", note de son côté *The Telegraph,* qui note que pour les agences de conseil il s'agit d'une affaire très lucrative. Arton Capital, une agence

possédant des locaux à Sofia, à Londres et à Dubai, facture 50 000 livres de commission aux personnes intéressées, afin de “faciliter la procédure” ! Une des prestations serait de fournir une adresse virtuelle sur le territoire bulgare.

“Même une personne qui s’est vu refuser un passeport britannique à cause de son casier judiciaire peut être éligible à la citoyenneté bulgare”, s’inquiète le journal. “Si la personne [condamnée] a été réhabilitée, il n’y a pas de problème”, aurait déclaré aux enquêteurs un avocat de Tsvetkova Bebov & Partners, une agence associée à Price WaterHouse Coopers Bulgarie.

Le journal estime que ce phénomène de vente de passeports contribue aux inquiétudes concernant l’immigration au sein de l’UE et plus précisément la décision controversée de la levée des restrictions [depuis janvier 2014] sur les entrées au Royaume-Uni depuis la Roumanie et la Bulgarie.

La Bulgarie n’est pas un cas isolé : plusieurs pays membres de l’UE proposent des procédures simililaires aux migrants extra-européens. Récemment, les autorités de Malte ont été critiquées pour proposer le sésame européen pour 650 000 euros.

The Telegraph et le Courrier International